



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports**

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE RELATIVE À **[OBJET DE L'AMÉNAGEMENT]**

Prise en application de l'article L.2422-12 du code de la commande publique

Entre

L'État, représenté par [M./Mme XXX, directeur/directrice de [l'autorité locale décisionnaire], agissant par délégation de M. le préfet/Mme la préfète de Département/Région [Région/Département], coordonnateur des itinéraires routiers],

ci-après désigné « l'autorité locale décisionnaire »

d'une part,

ET

[Maître d'ouvrage tiers], représenté par M./Mme XXX, [qualité], autorisé(e) par délibération en date du JJ/MM/AAAA à signer la présente convention,

ci-après désigné « la collectivité »

d'autre part.

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 1 ^{er} – Objet de la convention	4
ARTICLE 2 – Programme de l’opération et calendrier	4
ARTICLE 3 – Obligations administratives	5
ARTICLE 4 – Conduite des études	8
ARTICLE 5 – Conduite des travaux	9
ARTICLE 6 – Gouvernance	12
ARTICLE 7 – Garanties	13
ARTICLE 8 – Conditions d’entretien et d’exploitation	13
ARTICLE 9 – Mesures compensatoires environnementales rendues nécessaires par le projet.....	14
ARTICLE 10 – Conditions financières.....	14
ARTICLE 11 – Durée de la convention	15
ARTICLE 12 – Modification / Résiliation	15
ARTICLE 13 – Litiges	15

Vu le livre IV de la deuxième partie de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, notamment son article L. 2422-12 portant sur le transfert de maîtrise d'ouvrage ;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles D. 118-5-1 et suivants ;

Vu le Contrat de plan État – Région (CPER) de la région [Région] approuvé le JJ/MM/AAAA ;

Vu l'instruction du gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion du réseau routier national complétée par son instruction technique associée dans sa dernière version à la date de signature de la présente convention du 20 novembre 2019 ci-après désignée par l'Instruction Technique ou l'IT ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du JJ/MM/AAAA portant délégation de signature au directeur de l'autorité locale décisionnaire ;

Vu la délibération en date du JJ/MM/AAAA du [maître d'ouvrage tiers] décidant de la réalisation de [objet du projet] et sollicitant d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux à son interface avec le réseau routier national, soit au droit de la RN [numéro de la RN] entre le PK [PK du début] et le PK [PK de fin] ;

Vu la décision de [la DIT ou la DIR] en date du JJ/MM/AAAA reconnaissant l'opportunité de l'opération de [objet du projet] au regard du fait que les transformations et les aménagements prévus ne sont pas incompatibles avec les objectifs assignés au domaine routier national.

Considérant que la réalisation de [la nouvelle infrastructure de transport] relève conjointement de la maîtrise d'ouvrage de l'État, gestionnaire des routes classées dans le domaine public routier national, et de la collectivité territoriale de [la collectivité], gestionnaire des routes classées dans le domaine public routier de [la collectivité] ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

PRÉAMBULE

[Rappel éventuel du contexte du projet, de ses objectifs ainsi que de la justification de son opportunité]

ARTICLE 1^{er} – Objet de la convention

Dans le cadre des dispositions de l'article 2422-12 du code de la commande publique, la collectivité est désignée maître d'ouvrage des études et des travaux de transformation et/ou d'aménagement du réseau routier national occasionnés par *[objet du projet]*

La présente convention a pour but de définir les conditions techniques, administratives et financières de la réalisation des études et des travaux impactant le réseau routier national (RRN) et des aménagements neufs ayant vocation à intégrer le RRN, ainsi que les modalités ultérieures d'entretien, d'exploitation et de gestion des dits aménagements.

A ce titre, la collectivité assure notamment :

- L'ensemble des études de l'opération d'aménagement, depuis les études d'opportunité jusqu'à l'établissement des dossiers de consultation des entreprises,
- L'ensemble des procédures administratives et foncières rendues nécessaires par l'opération,
- La conduite de l'ensemble des travaux de l'opération situés hors et sur le domaine du RRN jusqu'à leur réception,
- La totalité des frais directs et induits pour permettre la réalisation finale et complète de l'opération,

La collectivité jouit du bénéfice de l'ensemble des autorisations préalablement obtenues par l'État pour chacune des opérations d'aménagement concernées (déclaration d'utilité publique, autorisation environnementale, arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, arrêté de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, ordonnances d'expropriation, arrêté prescrivant des interventions d'archéologique préventive...).

Les responsables désignés pour assurer le suivi et l'exécution de cette convention sont respectivement :

- pour l'autorité locale décisionnaire : Monsieur/Madame le/la directeur/directrice de l'autorité locale décisionnaire.
- pour la collectivité : Monsieur/Madame le/la directeur/directrice général(e) des services.

ARTICLE 2 – Programme de l'opération et calendrier

Les principales caractéristiques des aménagements prévus sont les suivantes :

- XXX
- XXX
- XXX

Les caractéristiques des travaux de transformation et d'aménagement du RRN sont les suivantes :

- XXX
- XXX

Le plan en annexe n°XXX décrit schématiquement le projet et ses éléments constitutifs.

La collectivité s'engage à exécuter les travaux conformément aux principes décrits ci-dessus puis conformément au dossier projet lorsque celui-ci aura été approuvé. Elle s'engage également à tenir informer l'autorité locale décisionnaire de toute modification du programme de l'opération en particulier celles susceptibles d'intervenir en cours de travaux.

Toute modification substantielle du programme fonctionnel et technique de l'opération par rapport aux principes décrits ci-dessus nécessitera un nouvel examen de l'opportunité de l'opération. Pour ce faire, la collectivité saisira l'État sur la base d'un nouveau dossier d'opportunité dont le contenu sera conforme aux dispositions de la partie 1.1.2. « Cas des opérations sous maîtrise d'ouvrage tiers » de l'Instruction technique. Une nouvelle décision d'opportunité, prise par le même niveau d'instruction que la décision initiale, sera nécessaire pour poursuivre le projet.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- XXX
- XXX
- XXX

[Préciser le phasage de l'opération le cas échéant.]

- XXX
- XXX
- XXX

ARTICLE 3 – Obligations administratives

[Option 1 : projet à faibles enjeux]

La collectivité a toute compétence requise pour assurer la maîtrise d'ouvrage en matière d'obligations administratives. En particulier, elle produira les dossiers d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération et portera les procédures correspondantes. Elle effectuera par ailleurs les acquisitions foncières nécessaires.

La collectivité se doit d'informer l'autorité locale décisionnaire de toutes les décisions relatives au projet qui impactent le réseau routier national.

[Option 2 : projet à forts enjeux]

3.1. – Normes et référentiels techniques

Pour la partie de travaux de transformation et/ou d'aménagement sur le RRN, l'ensemble des documents réglementaires et des règles de l'art en vigueur au moment de leur réalisation et applicables au réseau routier national doivent être respectés.

À ce titre, la conception des aménagements est notamment conforme à :

- Pour la section courante : XXX ;
- Pour les échangeurs : XXX ;
- Pour les carrefours : XXX ;
- Pour les ouvrages d'art : guides-pilotes de conception et de calcul des ouvrages d'art courants (PIPO, PICE, PSDA, PSDP, VIPP, PRAD...) ;
- Pour les équipements de sécurité : Guide Cerema 2002 « Traitement des obstacles latéraux sur les routes principales hors agglomération » ; Arrêté du 4 juillet 2019 relatif aux performances et aux règles de mise en service des dispositifs de retenue routiers ;
- Pour l'assainissement routier : guide SETRA de 2006 ;
- Pour la protection de l'environnement : sécurisation des projets d'infrastructures linéaires de transports – volet espèces protégées (guide CEREMA de 2017) ;
- Pour la signalisation : Instruction interministérielle sur la signalisation routière – Arrêté du 7/06/1977 pour les routes et autoroutes ;
- Pour la visibilité : Guide CEREMA 2018 « Conception des routes et autoroutes : Révision des règles (visibilité et rayons en angle saillant du profil en long) » ;

Pour l'application des dispositions du décret relatif à la gestion de la sécurité des infrastructures routières, en accord avec le pôle de la Mission d'Appui du Réseau Routier National (MARRN) concerné, il est considéré que les aménagements **auront / n'auront pas** une incidence possible sur la sécurité du RRN.

Un audit de sécurité routière est établi sur les dossiers suivants :

- Dossier d'études préalables / d'avant-projet / PROJET ;
- IPMS ;
- Bilan à 6 mois après le début d'exploitation.

Les conditions d'application des obligations sont précisées au chapitre 2-8 de l'IT. **La collectivité** se substitue au Maître d'ouvrage tel qu'il est identifié dans l'IT. A l'issue des rapports relevant les observations formulées, le Maître d'Ouvrage établit un mémoire en réponse des actions à conduire pour corriger les défauts constatés.

En complément de l'IT, **l'autorité locale décisionnaire**, en concertation avec le pôle de la MARRN concerné, peut surseoir à l'exécution de la présente convention s'il est avéré que les défauts relevés portent atteintes à la sécurité des usagers de l'infrastructure routière nationale.

3.2. – Procédures administratives

En sa qualité de Maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement, **la collectivité** conduit les procédures d'autorisations administratives nécessaires et produit les dossiers correspondants.

Acquisitions foncières

La collectivité effectue et finance les acquisitions foncières rendues nécessaires, y compris si nécessaire par voie d'expropriation, pour la réalisation de l'ensemble du projet d'aménagement, dont les terrains nécessaires aux travaux de transformation et/ou d'aménagement sur le RRN.

Les terrains nécessaires déjà acquis par l'État seront mis à la disposition de **la collectivité** gratuitement.

Seul le domaine public routier utile à l'entretien et à l'exploitation des routes nationales sera délimité et borné par un géomètre et rétrocédé gratuitement à l'État, la collectivité faisant son affaire de la rétrocession des délaissés inutiles.

Procédures environnementales

La collectivité sollicitera en tant que maître d'ouvrage toutes les autorisations nécessaires au lancement des travaux, notamment au plan environnemental (étude d'incidences Natura 2000, autorisation environnementale¹ etc.....).

Il saisira pour cela les services de l'État compétents qui instruiront ces demandes sur la base de dossiers dont il assumera la pleine et entière responsabilité.

Domanialités futures (si nécessité de construction d'OA)

Pour le partage des responsabilités entre les différents gestionnaires, il sera fait application du principe général qui prévoit en matière d'ouvrages d'art, que les ouvrages d'art sont propriété du gestionnaire de la voie portée.

La collectivité aura à sa charge la négociation et la rédaction des conventions, à soumettre pour avis à l'autorité locale décisionnaire et à l'exploitant, la DIR [Région], avant signature, avec les différents partenaires concernés (gestionnaires de voirie, associations foncières, concessionnaires...), ainsi que la conduite et la formalisation des opérations de remise des ouvrages. Aucune des dépenses ultérieures de suivi, d'entretien, de réparation ou de reconstruction de l'ouvrage ne pourra être mise à la charge de l'Etat, y compris lorsque la voie portée appartient au réseau routier national

De même, la collectivité assumera la négociation et la rédaction des conventions s'appliquant aux chemins de désenclavement modifiés ou créés qui resteraient dans le domaine public routier national. Ces conventions seront soumises pour avis à l'autorité locale décisionnaire et à l'exploitant avant signature.

La mise en œuvre effective de ces dispositions constitue un préalable à la mise en service de l'infrastructure.

Communication

La collectivité est responsable de la communication sur les projets. Dans tous les documents ou supports qu'il produira, il fera mention de la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage dont il bénéficie de la part de l'État dans le cadre de l'opération.

Les représentants de l'État seront associés aux manifestations officielles organisées dans le cadre de l'opération.

3.3. – Dossier des engagements du maître d'ouvrage

La collectivité constituera un « dossier des engagements du maître d'ouvrage » parallèlement à l'élaboration du programme détaillé.

Ce dossier sera complété au stade projet en fonction des études réalisées et des préconisations issues des procédures environnementales.

¹ Ou, le cas échéant, déclaration au titre de la loi sur l'eau et dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats.

La collectivité s'attachera à mettre en œuvre la totalité des engagements au cours de la phase travaux. Il en produira un bilan à l'échéance de la remise de l'ouvrage.

ARTICLE 4 – Conduite des études

La collectivité conduit l'ensemble des études requises pour les travaux de transformation et/ou d'aménagement sur le RRN, dans le respect des dispositions de l'Instruction Technique – IT – dans sa version en vigueur au moment de la conduite des études (actuellement : version du 20 novembre 2019).

La collectivité se substitue au Maître d'ouvrage tel qu'il est identifié dans l'IT.

[Un Plan Qualité de l'Opération, visé à l'article 5.3 de l'instruction technique, est établi pour favoriser le pilotage conjoint des études. Il vient notamment préciser :

- Les prestataires en charge des différentes parties des études et des contrôles associés,
- Les schémas d'organisation des contrôles appliqués aux études. Dans ce cadre, le dossier Projet de chaque opération faisant l'objet de la présente convention fait obligatoirement l'objet d'un contrôle extérieur.
- Les modalités de validation des études par **l'autorité locale décisionnaire** (visa), suivant les différentes phases, des points d'échanges ou des points d'arrêt prévus,
- Les conditions de levée des réserves et de poursuite des phases d'études,
- Un cahier d'hypothèses présentant clairement les principales options technique retenues en matière, notamment, de plateforme de terrassement, de chaussée, d'ouvrages d'art, d'exploitation sous chantier...]
- La prise en compte des conditions d'exploitation sous chantier adaptées aux niveaux de trafic (cf. 5.1)

Les dossiers d'études suivants sont établis et soumis au visa de **l'autorité locale décisionnaire** :

- Dossier d'études préalables,
- Dossier d'avant-projet,
- Dossier PROJET.

Les dossiers [d'études préalables, d'avant-projet, de projet] devront être soumis pour avis à l'exploitant. Les observations de l'exploitant devront être prises en compte par **la collectivité** avant validation formelle par **l'autorité locale décisionnaire**.

Le dossier projet soumis à la validation de **l'autorité locale décisionnaire** devra intégrer toutes les adaptations requises dans l'arrêté d'autorisation environnementale². Dans toute la mesure du possible, l'ensemble des études portant sur les problématiques environnementales devront être menées de manière simultanée sous la responsabilité de **la collectivité**, de façon à intégrer l'ensemble des interactions sur le projet.

La collectivité devra fournir un dossier projet en version informatique et en six (6) exemplaires comprenant les pièces référencées dans l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national du 29 avril 2014, version du 20 novembre 2019. Ce dossier devra expliciter le phasage prévu pour les travaux et leur planification.

La collectivité fera procéder au contrôle extérieur du dossier projet par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) ou tout autre bureau d'études compétent. Il soumettra le dossier PROJET au directeur de **l'autorité**

² Ou, le cas échéant, dans la déclaration au titre de la loi sur l'eau et la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats.

locale décisionnaire pour approbation après prise en compte des observations du contrôle extérieur. Les suites données à ces observations seront précisées dans le rapport de présentation du dossier PROJET à **l'autorité locale décisionnaire**.

L'autorité locale décisionnaire fera part de sa décision d'approbation, ou des motifs qui s'y opposeraient, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la réception du dossier projet complet. La réalisation de l'audit de sécurité routière du dossier projet et l'obtention d'un avis de la MARRN devront avoir lieu préalablement à la décision d'approbation.

Cette étape constitue un point d'arrêt avant l'approbation du projet et le lancement des appels d'offres TRAVAUX.

La collectivité ne pourra procéder à aucune modification du projet validé par **l'autorité locale décisionnaire** si cette dernière n'a pas donné son accord formel sur la modification engagée. Pour ce faire, **la collectivité** saisit l'État sur la base d'un nouveau dossier technique de niveau PROJET présentant la modification ainsi que ses impacts fonctionnels, environnementaux et financiers. Le dossier est envoyé à **l'autorité locale décisionnaire**, à l'exploitant et à la MARRN.

Pour s'assurer du respect des normes techniques prescrites pour le réseau routier de l'État, un visa des pièces techniques des dossiers de consultation des entreprises (CCTP et BP) est délivré par **l'autorité locale décisionnaire**.

ARTICLE 5 – Conduite des travaux

[Un Plan Qualité de l'Opération, visé à l'article 5.3 de l'instruction technique, est établi pour favoriser le pilotage conjoint des travaux.

Il vient notamment préciser :

- La formalisation des rôles et des tâches respectives entre les différents partenaires,
- La liste des contrôles techniques réalisés selon la nature des travaux entrepris : terrassements, chaussées, ouvrages d'art, signalisation directionnelle, dispositifs de retenue, ouvrages d'exploitation, signalisation de police et marquage ...
- Les modalités de validation des choix techniques par **l'autorité locale décisionnaire** et l'exploitant (visa),
- Suivant les différentes phases du chantier, les points d'échanges ou les points d'arrêt prévus,
- Le nom du représentant qui doit être joignable en permanence, notamment par téléphone, durant le chantier,
- Les conditions d'échanges et de dialogue entre les opérateurs travaux, le maître d'œuvre, **la collectivité, l'autorité locale décisionnaire** et l'exploitant...]

En sa qualité de Maître d'Ouvrage des travaux, **la collectivité** est responsable du bon respect des obligations légales et réglementaires qui s'appliquent à la conduite des chantiers du RRN.

Pour mémoire, on citera :

- Déplacement des réseaux,
- Maîtrise du foncier selon ses différentes formes,
- Permissions de voirie et états des lieux préalables contradictoires consignés en justice,

- Hygiène, sécurité et protection de la santé au travail, notamment la recherche d'amiante et autres produits toxiques ...
- Procédures liées au respect de l'environnement...

5.1. – Dispositions préalables à l'exécution des travaux

Contraintes générales d'exploitation

Les travaux devront être réalisés en assurant à tout moment la circulation sur le réseau routier national affecté, en toute sécurité de jour comme de nuit.

La collectivité établira, en concertation avec l'exploitant, un programme d'exploitation annuel sur les axes du réseau national concernés par les travaux à réaliser, qui comprendra les modalités d'exploitation de l'axe tenant compte de la phase de chantier de l'année, des événements prévisibles de l'année ainsi que de la viabilité hivernale de l'axe.

Dossier d'exploitation sous chantier (DESC)

Au moins huit semaines avant le démarrage des travaux, et pour les zones qui concernent le domaine public routier national, les services de la collectivité fourniront pour validation par l'exploitant agissant en qualité de gestionnaire de voirie, un dossier d'exploitation sous chantier (DESC) explicitant les modalités de maintien de la circulation et de la sécurité des usagers en fonction des différentes phases de travaux. Le dossier d'exploitation sous chantier sera établi selon les dispositions prévues à l'article 3.8.2 de l'IT. Il devra être accompagné d'un projet d'arrêté de circulation.

Les travaux ne pourront pas être engagés tant que le DESC ne sera pas validé.

Le dossier d'exploitation sous chantier et les programmes d'exploitation annuels sur l'axe devront être cohérents entre eux.

Etat des lieux

Un état des lieux de la zone concernée par les travaux est réalisé conjointement entre la collectivité, les entreprises chargées des travaux et la DiRIF, avant le démarrage des travaux ainsi qu'à la fin du chantier. Cet état des lieux devra être financé par la collectivité et, selon la nature des travaux, devra être réalisé via des appareils à grand rendement permettant de relever d'éventuelles fissures, flash, l'uni longitudinal et transversal, la déflexion, voire des dispositifs de surveillance de mouvement (théodolite, inclinomètres etc).

Hygiène et sécurité

Les travaux devront être conformes aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicable aux opérations de Bâtiments et Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs. Un coordonnateur sécurité et protection de la santé (SPS) devra être désigné par la collectivité pour chacune des opérations (phase « conception » et « phase réalisation »).

En sus, la collectivité devra respecter et faire respecter à l'ensemble des intervenants pour son compte le cahier des clauses générales de sécurité et d'exploitation CCGSE en vigueur dans l'arrondissement siège des travaux. Par ce CCGSE, la DiRIF, entreprise utilisatrice du réseau routier national, fixe les règles applicables aux entreprises extérieures, notamment en matière d'intervention sous circulation et de circulation à l'intérieur des chantiers.

5.2. – Contrôle en cours des travaux

La collectivité devra se doter d'un contrôle extérieur de ses travaux accepté par la DiRIF.

L'autorité locale décisionnaire se réserve le droit d'accéder au chantier. L'accès au chantier par les agents de la DiRIF nécessite, avant toute intervention, un protocole à convenir entre la DiRIF et la collectivité, responsable du chantier.

L'autorité locale décisionnaire se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, à tout moment, les contrôles techniques et / ou administratifs qu'elle estime nécessaires. Pour ce faire, elle dispose d'un pouvoir de contrôle et d'accès aux documents détenus par [le maître d'ouvrage tiers]. Si les contrôles ne sont pas conformes aux valeurs attendues pour une opération sur le RRN, la collectivité est tenue de conduire les travaux de réfection et de prendre à sa charge les frais de contrôle associés. L'exploitant est destinataire des comptes rendus de suivi de chantier.

En cas de non-conformité aux dispositions prévues, dans la présente convention et/ou de son PQO, dans le DESC ou en cas de danger manifeste pour les usagers, l'autorité locale décisionnaire pourra, par une procédure de référé-suspension, demander l'arrêt immédiat des travaux.

5.3. Remise de l'ouvrage

Visite de réception des ouvrages

À la fin des travaux et avant la mise en service, sur proposition de la collectivité, une visite de réception des ouvrages est réalisée en associant l'autorité locale décisionnaire et l'exploitant. Cette visite vise à vérifier que les aménagements réalisés correspondent au dossier PROJET approuvé, notamment concernant les conditions d'exploitation et d'entretien.

Lors de cette visite, la collectivité transmet l'ensemble des pièces attestant la bonne exécution des contrôles techniques et administratifs conduits sur les ouvrages réalisés [, tels qu'elles sont demandées dans le PQO des travaux de l'opération].

Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal précisant les éventuelles réserves et les mesures correctives que la collectivité envisage de prendre pour rendre l'ouvrage conforme aux prescriptions techniques et envisager sa mise en service.

Procédure d'IPMS et audit préalable

Suite à la visite de réception des ouvrages, la procédure d'Inspection Préalable à la Mise en Service (IPMS) est conduite selon les dispositions de l'IT, article 2-8-4. A l'issue de celle-ci, l'IGR transmettra à la collectivité le rapport d'inspection préalable à la mise en service comprenant le rapport d'audit, le compte-rendu de la visite sur le terrain, un avis sur la conformité de l'aménagement au projet approuvé, des recommandations et enfin des conclusions.

Remise de l'ouvrage et intégration au sein du réseau routier national

Dans le cadre de la réception technique des travaux et de la réalisation des travaux demandés suivant l'IPMS, l'exploitant délivre son visa sur le procès-verbal de conformité des ouvrages.

Ce procès-verbal comprend notamment les documents suivants :

- Les plans de récolement des travaux ;
- Le plan parcellaire du cadastre, objet de l'accord de domanialité ;
- Les dossiers des ouvrages exécutés ;

- Les attestations d'assurance et coordonnées des entreprises étant intervenues sur le chantier (avec la liste des travaux réalisés par chaque entreprise) ...

Dans le cas d'un ouvrage d'art, il convient de fournir un dossier d'ouvrage complet comprenant :

- L'IDI
- Le dossier d'ouvrage, conforme au fascicule 1 de l'ITSEOA. Dans le cas d'un ouvrage neuf, le dossier d'ouvrage est à créer de toute pièce par le tiers. Dans le cas de réparations ou de modifications sur une structure existante, il convient de compléter le dossier existant en collaboration avec le DOA. Un DOE ou dossier de récolement n'est pas un dossier d'ouvrage mais un élément inclus dans ce dernier.
- La convention de gestionnaire
- Le PV de remise de l'ouvrage, incluant les réserves

Une version numérique et une version papier de tous ces documents doit être fournie au DOA.

La collectivité fournit également à l'exploitant l'ensemble des données utiles à la remise à niveaux de toutes les bases de données recensant le patrimoine de l'État transformé ou créé selon les plans de récolement établis.

Les ouvrages, transformés ou créés, sont remis gratuitement au sein du domaine de l'État par la collectivité. La délimitation du domaine public routier national fera l'objet d'une opération contradictoire de piquetage entre la collectivité et l'exploitant.

ARTICLE 6 – Gouvernance

[La gouvernance du projet s'organise autour des instances suivantes :

- Un comité de pilotage (« COPIL ») : le COPIL aura pour objectif d'informer ses membres sur l'avancement du projet. Il servira également d'instance d'échange sur les grandes orientations à donner au projet et sera responsable de la validation du planning et du plan de financement du projet. Le COPIL sera coprésidé par le préfet de Région ou son représentant désigné et maire/président de, la collectivité ou son représentant. La liste de ses membres sera conjointement arrêtée par l'État et la collectivité et contiendra notamment les maires des communes situées à proximité du projet. Le comité de pilotage sera mis en place et ses règles de fonctionnement définies (périodicité, convocation, ordre du jour, modalités de prise de décision...) dans un délai maximum de 6 mois après l'entrée en vigueur de la Convention.
- Un comité technique (« COTECH ») : le COTECH aura pour objectif de présenter les résultats de phases d'études spécifiques et servira de lieu d'échange sur des points techniques particuliers du projet. Il préparera les éléments d'information et les projets de décisions à soumettre au COPIL. Le COTECH sera coprésidé par l'État (représenté par l'autorité locale décisionnaire) et la collectivité. L'exploitant y sera associé. La liste de ses membres sera conjointement arrêtée par l'État et la collectivité. Le comité de technique sera mis en place et ses règles de fonctionnement définies dans un délai maximum de 3 mois après l'entrée en vigueur de la Convention.]

ARTICLE 7 – Garanties

En tant que maître d'ouvrage, la collectivité assure l'exercice de la garantie de parfait achèvement. Dans le délai de ces garanties, elle prend en charge les travaux de reprise de malfaçons, sur simple demande écrite de l'exploitant en cas de constatation d'un désordre. Elle s'engage également à mettre en œuvre sans délai les garanties supplémentaires qu'elle aurait éventuellement contractées.

Le bénéfice de la garantie décennale est, quant à lui, transféré à l'exploitant au moment de la remise des ouvrages. Ce transfert devra être mentionné dans les marchés de travaux concernés.

ARTICLE 8 – Conditions d'entretien et d'exploitation

Durant toute la période du chantier, l'entretien et l'exploitation des voiries comprises dans l'emprise des travaux incombent exclusivement à la collectivité.

Après la remise des ouvrages à l'autorité locale décisionnaire, l'entretien et l'exploitation des ouvrages appartenant au domaine public routier national seront confiés à l'exploitant. Leurs modalités précises seront établies dans le cadre d'une convention spécifique qui sera conclue entre la collectivité et l'État avant le démarrage des travaux et qui respectera les principes exposés dans le présent article.

En tout état de cause, la collectivité prendra en charge financièrement les frais générés par l'augmentation du réseau routier national et de ses dépendances.

A ce titre, conformément à l'Instruction technique, la collectivité s'acquittera en un seul versement d'une soulte pour entretien dont le montant F est déterminé suivant la formule ci-dessous :

$$F = K30 \times (SCH \times Cm2CH + SOA \times Cm2OA) \text{ avec :}$$

- K30 = coefficient pour traduire une capitalisation sur 30 ans, pris égal à 30
- SCH = surface en m² des surfaces revêtues de bretelles ou de chaussées.
- Cm2CH = coût d'entretien au m² des chaussées et des équipements de la route pris égal à 3€ (en euros 2017)
- SOA = surface en m² des ouvrages d'art
- Cm2OA = coût d'entretien au m² des ouvrages d'art pris égal à 20€ (en euros 2017)

Après application des coefficients, le montant de la soulte est estimé à :

$$F = (\text{détail de l'application de la formule}) = XX \text{ M€ (valeur 2017)}$$

La surface des bretelles, des chaussées et des ouvrages d'art ainsi que le montant définitif de la soulte seront contractualisés à l'issue des travaux, sur la base des plans de récolement ainsi que de l'actualisation des coûts unitaires d'entretien.

Pour chaque ouvrage d'art de rétablissement rendu nécessaire par l'opération (en raison de l'interruption d'une voie de communication) et franchissant une voie du réseau routier national, une convention précisant les conditions de prise en charge financière de l'entretien de l'ouvrage devra être établie avec le gestionnaire de la voie rétablie, conformément au décret n°2017-299 du 8 mars 2017 portant application de la loi n° 2014-774 du 7 juillet 2014 visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement de voies et modifiant le code général de la propriété des personnes publiques. Pour chacun de ces ouvrages de rétablissement, aucun frais d'entretien, de suivi, de réparation ou de remplacement ne sera pris en charge par l'État et la collectivité fera son affaire de compléter le financement de ces frais si ceux-ci ne sont pas intégralement pris en charge par le gestionnaire de la voie rétablie.

[Préciser les conditions de traitement des eaux de surface et des éventuels rejets dans le réseau d'assainissement du RRN.]

ARTICLE 9 – Mesures compensatoires environnementales rendues nécessaires par le projet

La collectivité fera son affaire de la mise en œuvre, du suivi et de la gestion des mesures compensatoires environnementales issues de ses obligations réglementaires dans le cadre de ou des autorisations du projet.

[Option 1 : aucune participation de l'État pour le projet n'a préalablement été inscrite au CPER (correspond à la très grande majorité des cas)]

La collectivité prendra sa charge l'intégralité des coûts associés à la mise en œuvre, au suivi et à la gestion de ces mesures compensatoires environnementales.

[Option 2 : le CPER prévoit une participation financière de l'État au projet (cas exceptionnel)]

Les coûts associés à la mise en œuvre, au suivi et à la gestion de ces mesures compensatoires environnementales seront intégrés au coût des travaux du projet. La participation financière de l'État au titre du budget du réseau routier national sera apportée, sous forme de soulte, conformément aux dispositions prévues à l'article 10 de la présente convention.

ARTICLE 10 – Conditions financières

Le coût global de l'opération, incluant les coûts d'études, de conduite des procédures, d'acquisitions foncières et de travaux est estimé à **XX** M€ TTC.

[Option 1 : aucune participation de l'État pour le projet n'a préalablement été inscrite au CPER (correspond à la très grande majorité des cas)]

Aucune participation financière de l'État au titre du budget du réseau routier national ne pourra être sollicitée.

[Option 2 : le CPER prévoit une participation financière de l'État au projet (cas exceptionnel)]

La participation financière de l'État au titre du budget du réseau routier national sera versée sous forme subvention hors taxes (HT). Son montant sera limitée à une participation maximale de **XX** M € HT (*[montant en toutes lettres]*), en cohérence avec le montant inscrit dans le CPER de la région *[Région]* dans le cadre de l'opération *[Nom de l'opération]*.

Pour bénéficier de ce financement, la collectivité effectuera auprès de l'État une demande de subvention conformément aux dispositions du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, aux dispositions de l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret précité et aux dispositions de l'arrêté du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du décret précité, déterminant les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

ARTICLE 11 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties.

Elle prendra fin avec la délivrance d'un quitus par l'autorité locale décisionnaire. Ce quitus est délivré à la demande de la collectivité après exécution complète de ses missions et pourra être délivré après validation, par l'autorité locale décisionnaire, du mémoire en réponse de la collectivité au bilan de sécurité à 3 ans.

Le quitus est réputé acquis s'il n'a pas été refusé par décision motivée dans le délai de deux mois après la demande de la collectivité. Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la collectivité et certains de ses contractants au titre de l'opération, la mission de maîtrise d'ouvrage de la collectivité se poursuivra jusqu'au règlement de tous les litiges contractuels pendants.

ARTICLE 12 – Modification / Résiliation

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties. L'avenant doit être approuvé et signé par les deux parties avant d'être mis en œuvre. Il est établi en deux (2) exemplaires originaux à l'instar de la présente convention.

L'État se réserve le droit de résilier la présente convention si la collectivité est défaillante. Dans ce cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après mise en demeure restée infructueuse. La résiliation se fait par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la collectivité et des travaux réalisés. Ce constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui fixe les modalités de remise des ouvrages et de l'ensemble des dossiers à l'État. Il fixe également, le cas échéant, les mesures conservatoires à mettre en place pour assurer la sécurité des usagers. Il indique le délai dans lequel la collectivité doit remettre l'ensemble des dossiers à l'État.

ARTICLE 13 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention entre l'État et la collectivité, et en cas d'échec de la négociation amiable, un recours contentieux pourra être formé devant le Tribunal administratif de [Ville du Tribunal administratif compétent].

Fait en deux exemplaires, le .

**Pour l'État,
Le Directeur / La Directrice de
L'autorité locale décisionnaire**

**Pour la collectivité,
XXX**